



## PREFET DU PAS-DE-CALAIS

SOUS-PREFECTURE DE BETHUNE  
Bureau du Cabinet, de la Sécurité et des Moyens  
181 rue Léon Gambetta  
62407 - BETHUNE Cedex  
Tél : 03.21.61.79.61  
sp-bethune-associations@pas-de-calais.gouv.fr

Le numéro  
W622002980 est à  
rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W622002980

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Sous-Préfet de Béthune

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **04 janvier 2024**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

#### ASSOCIATION DU HARAS DE L'ERMITAGE

dont le siège social est situé : Haras de l'Ermitage  
1 rue de la Vangerie  
62840 Laventie

Décision(s) prise(s) le(s) : **15 décembre 2023**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal

Béthune, le 04 janvier 2024

Pour le Sous-préfet et par délégation,  
Le Chef de bureau du Cabinet,

Louis-Joseph VANDERSTUYF

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.